

Révolution Sociale

Juin 2023



travailsocial.npa92@protonmail.com

nouveaupartianticapitaliste.fr

À VERTBAUDET, LES NÔTRES !

Mardi dernier 16 mai, la police est intervenue pour déloger le piquet de grève des ouvrières de l'entrepôt Vertbaudet, à Marquette-lez-Lille, une entreprise de vêtements pour enfants. Une ouvrière s'est retrouvée aux urgences de l'hôpital pour une lésion au cou à la suite des violences policières. La veille, deux militants qui étaient venus soutenir le piquet de grève avaient été arrêtés. Et le lendemain, c'est un des syndicalistes de l'entreprise qui était agressé par des individus en rentrant chez lui. Mais la grève continue.

Cette grève qui dure depuis deux mois est révélatrice de la colère du monde du travail, face à la rapacité et brutalité du patronat et de l'État aujourd'hui.

11 millions de bénéficiaires, 0 % d'augmentation

C'est à un riche fonds d'investissement, Equistone Partners Europe à la tête de 5,5 milliards d'investissements, qu'appartient l'entreprise Vertbaudet. À elle seule, elle a rapporté à ce fonds 11,4 millions de bénéfice annuel. Mais c'est 0 % d'augmentation que la direction annonçait lors des NAO. Avec tout au plus quelques primes aléatoires, en fonction de la performance, et le droit de faire, au volontariat, une heure supplémentaire par jour. Le fameux « travailler plus pour gagner plus »... et se ruiner la santé.

La direction a eu l'appui sans faille des pouvoirs publics. Appui de la justice qui a donné raison au patron lorsque celui-ci a embauché des intérimaires pour remplacer les grévistes, bafouant la loi sur le droit de grève. Appui de la police intervenue plusieurs fois contre les grévistes, à la mi-avril et cette semaine. Quant aux trois individus qui ont agressé un militant syndical le 17 mai en se disant de la police et en le traitant de « sale gréviste », difficile de savoir s'ils étaient vraiment de la police, en heures sup', ou s'il s'agissait de nervis patronaux d'extrême droite – ou les deux !

Retraite, salaire, indemnisation du chômage, un même combat

Ce comportement de la police, de la justice et de l'appareil d'État au service du patronat, c'est la réplique de ce qu'on a connu tout au long de la lutte contre la réforme des retraites, avec la morgue du gouvernement, les violences de sa police et la partialité de son Conseil constitutionnel – tous ligués pour qu'on se tue au boulot jusqu'à 64 ans, voire 67 ans, pour avoir ses annuités.

Et Macron, qui n'ose plus annoncer à l'avance ses visites de peur d'un concert de casseroles, s'est réfugié à Versailles, le 15 mai dernier, pour recevoir au château une fournée de richissimes patrons auxquels il a vanté « l'attractivité de la France » pour les investisseurs. Entendez les salaires bloqués et la précarité qui pourraient tenter, espère-t-il, un Elon Musk.

En guise de « social » et pour éviter aux patrons d'augmenter les salaires, il promet une réduction d'impôts pour « les classes moyennes » : ceux qui, selon lui, seraient « trop riches pour être aidés et pas assez pour bien vivre ». Comme si les salariés les plus pauvres ou ceux qu'on veut faire bosser presque à l'œil pour toucher le RSA étaient aidés. L'aumône en question, de 2 milliards de réduction d'impôts, représenterait tout au plus 75 euros pour chacun. Alors que pour ceux qui sont réellement trop riches, c'est 162 milliards d'aides de l'État aux patrons.

Notre colère qui s'est manifestée depuis janvier est toujours là. Les travailleuses de Vertbaudet en sont la preuve. Elles ne sont pas les seules. C'est le cas des intérimaires à PSA Stellantis, dont la paye est amputée à chaque jour décrété chômé par l'entreprise et qui se rebiffent malgré la menace que fait peser sur eux leur statut précaire ; des cheminots contre la dégradation de leurs conditions de travail ; des postiers pour l'embauche en poste fixe des intérimaires. La lutte contre la réforme des retraites n'est pas finie, la prochaine journée de grève et de manifestation du 6 juin doit être massive, n'en déplaise à ceux qui veulent nous faire taire comme à ceux qui reprennent « le dialogue social » avec des sourds. Nous toutes et tous, salariés ou jeunes révoltés par les injustices de la société et la rapacité du capitalisme, n'avons pas dit notre dernier mot.



Révolution sociale - militant.e.s du secteur social du NPA



Revolution.sociale.npa



Opération Wuambushu ("Reprise" en mahorais) : Non au racisme d'État !

L'opération se poursuit depuis le 24 avril. Sous couvert de lutte contre l'insécurité et l'immigration clandestine, cette vaste opération montre encore une fois le traitement colonialiste du gouvernement vis à vis des départements d'outremer.

A grand renforts de force de l'ordre, l'État détruit les habitats en tôle, où beaucoup d'habitants vivent faute de mieux, sans relogement. Moyen de remplir les centres de rétention administrative, (CRA) dans l'attente de passer la frontière comorienne. Ainsi beaucoup de mineurs sont désormais isolé.e.s de leurs parents sans protection !

Liberté de circulation et d'installation !

Mourir au travail c'est non !

Le secteur de la santé est endeuillé, une nouvelle fois, et la population émue par le décès d'une infirmière à l'hôpital de Reims. Un meurtre commis par un homme atteint de troubles psychiatriques.

Mais qu'on ne se trompe pas ! Les hôpitaux sont dévastés. Ce sont bien les logiques criminelles, de marchandisation et de déshumanisation de tous les pans de la société, du capitalisme qui ont causé ce terrible événement.

Donc non, ce n'est pas d'une énième mesure sécuritaire dont nous avons besoin!

Nous réclamons depuis des années plus de moyens humains, financiers et des locaux salubres pour accompagner dignement les patients, leur garantir des soins de qualité. Et les professionnel.les de terrain le savent, tout cela favoriserait la sécurité des salarié.es !

Santé/social même combat !

Non aux expulsions des étudiant.e.s pour les JO 2024 !

Plusieurs résidences universitaires d'IDF ont informé leurs résident.e.s de la réquisition de leur logement en juillet 2024 pour les Jeux olympiques. 3 000 logements sont ainsi concernés et logeront aussi bien du personnel des jeux que des agents de sécurité privée ou des policiers.

Ces JO ne sont rien de plus qu'un gigantesque événement marketing, qui permet à une poignée de patrons de réaliser des profits records. Les uns se gavent des contrats juteux de construction des installations sportives, les autres augmenteront bientôt les prix des spots publicitaires. D'autres encore feront grimper les loyers. Hors de question que les plus précaires trinquent pour leurs profits !

En IDF, on compte près de 400 000 logements vides, dont 18 600 le sont depuis plus de deux ans. Ils correspondent la plupart du temps soit aux résidences secondaires des plus grandes fortunes, soit à des logements laissés vides car leurs propriétaires spéculent sur les prix de l'immobilier et attendent que les prix augmentent pour revendre.

Laissons donc les étudiant.e.s tranquilles et réquisitionnons ces logements vides, qui ne servent qu'aux spéculations des plus riches alors même qu'il y a plus de 300 000 SDF en France !

Certain.e.s résident.e.s des CROUS commencent à s'organiser en Île-de-France : dans une des résidences concernées, une AG de résident.e.s a décidé de lancer une pétition et de la faire circuler dans les 12 cités U réquisitionnées. Ils et elles ont bien raison, c'est par la mobilisation et le rapport de force que ces expulsions pourront être empêchées !

Nous condamnons l'organisation de ces JO qui se fait sur le dos de la main d'œuvre immigrée qui travaille dans des conditions intenable sur les chantiers. Prêts à toutes les économies, patrons et gouvernement marchent main dans la main contre les plus précaires.

Agents Pôle emploi IDF indemnisation : Ca craque !

Face à charge de travail impossible (jusqu'à 1600 personnes dont ils doivent s'occuper..), la direction reste obsédée par ses indicateurs de résultats . Au lieu de mettre les moyens nécessaires pour traiter les demandes d'allocations, la direction met la pression.

Un collègue d'Evry est convoqué en entretien disciplinaire le 8 juin ! Motif : avoir ouvertement exprimé son ras le bol face à un énième rappel de la direction sur les fameux indicateurs à respecter !

Pressions, effectifs insuffisants, salaires bloqués... ça suffit !

Les collègues , représentants 18 sites en idf; se sont réunis et ont voté une première journée de grève le 8 juin.

Grève nationale dans le travail social : Bilan du 23 mai

Augmenter les moyens et améliorer les conditions de travail et d'études dans le social et médico-social, n'est pas au programme du gouvernement, ni des patrons du secteur !

Le 23 mai, à la FEHAP, l'un de nos syndicats patronaux, AXESS annonçait lors des négociations un chantage, inadmissible, au Ségur pour tout.e.s conditionné par la signature d'une 1ère partie des revendications patronales.

Nos organisations ont dit non !

Alors que partout les conditions de travail et d'études se détériorent, c'est par la mobilisation, la grève que des centaines de salarié.es du privé, du public et d'étudiant.e.s du secteur ont répondu ! Des initiatives se sont tenues dans une vingtaine de villes en France ce 23 mai, s'ajoutant à la longue liste des secteurs mobilisés dans la période.

Or, nous sommes quand même à plus de 4 mois de mobilisation contre la réforme des retraites !

Seule la lutte paie ! On ne lâche rien.